



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 378 du 6 avril 2025

Au sommaire :

- De la dédiable à la trumpisation, Le Pen « *inéligible* » commence sa campagne présidentielle avec le soutien de la majorité de l'Assemblée - *Christine Héraud*
- La guerre douanière, les projets impériaux des Etats-Unis vassalisent la France et l'Europe - *Daniel Minvielle*
- Le soulèvement démocratique contre Erdogan ouvre de nouvelles perspectives en Turquie et au-delà - *Yvan Lemaitre*

De la dédiable à la trumpisation, Le Pen « *inéligible* » commence sa campagne présidentielle avec le soutien de la majorité de l'Assemblée

L'indignation de Le Pen et de ses complices du RN autour de leur condamnation pour détournement de fonds publics européens, 4,6 millions d'euros, ne manque pas d'humour. Eux qui se faisaient les champions de la probité, « *mains propres et tête haute* », et du durcissement des lois jusqu'à l'inéligibilité à vie pour les politiciens pris la main dans le sac, sont rattrapés par la justice. Marine Le Pen est déclarée inéligible pour cinq ans avec « *exécution provisoire* » mais néanmoins immédiate, ce qui compromet sérieusement pour elle la course à la présidentielle de 2027.

L'extrême-droite crie au complot, à une justice « *partiale et politique* ». Bardella a dénoncé une « *exécution* » par des « *juges rouges corrompus* »... Le petit lieutenant à la recherche de ses galons, J-P. Tanguy s'est déchaîné à l'Assemblée contre « *un quarteron de procureurs et de juges [qui] prétend sortir du droit pour exercer la vendetta du système contre son seul opposant, le Rassemblement national, et contre son incarnation, Marine Le Pen !* ». Ils retournent contre la démocratie et l'Etat de droit qui les a condamnés, leur droit à s'asseoir sur la loi, leur monde corrompu de petits arrangements et malversations, agressent les juges qui ne font qu'appliquer « à des cas particuliers les lois votées par les représentants du peuple, élus de la Nation », leur a rappelé le Syndicat de la magistrature.

Nous ne discuterons pas pour notre part si la décision des juges est particulièrement sévère ni si elle est juste, là n'est pas la question. Nous ignorons les motivations qui les ont conduits à accompagner leur jugement d'une clause d'inéligibilité exécutoire, mais ils ne pouvaient ignorer sa dimension politique. La justice bourgeoise est une justice de classe, au service de l'ordre social, et la condamnation

de la candidate du RN à la prochaine présidentielle se discute en termes politiques. Elle vient régler les litiges et conflits au sein de la machine étatique de la bourgeoisie et de son personnel politique, leurs rivalités et autres différends. C'est bien l'ensemble de la machine qui est corrompue de façon plus ou moins légale, l'affaire Sarkozy en est une belle illustration. Et personne n'ignore que pour tous les politiciens et partis parlementaires, le Parlement européen est une vache à lait, à l'image d'ailleurs de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Sans aucun doute Marine Le Pen en a usé avec une certaine constance et efficacité...

Elle cherche maintenant à intégrer sa condamnation à sa politique pour rentabiliser l'opération en lançant sa violente offensive antisystème contre « *la République des juges* ». Son meeting ce dimanche lance la campagne présidentielle de la candidate inéligible, du Trump à la française, une campagne démagogique et haineuse contre les juges et le système pour dévoyer les colères et pervertir les frustrations et désarrois populaires.

Du trouble de Bayrou à l'intervention de Darmanin en passant par la solidarité institutionnelle de Mélenchon

Mercredi, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée, une partie des députés de cette classe politique elle-même corrompue, rongée par les affaires, a apporté un soutien plus ou moins affirmé à Marine Le Pen, fustigeant les insupportables prérogatives des juges qui leur permettraient de défaire comme bon leur semble une carrière politique. La droite populiste s'insurge qu'« *une élue soit interdite de se présenter à une élection... je trouve que les débats politiques doivent être tranchés dans les urnes* » (Wauquiez).

Bayrou, dont cinq membres de son parti, le Modem, ont été condamnés par la justice en 2024 pour mêmes détournements de fonds et emplois fictifs au Parlement européen et qui craint la censure, s'est dit « *troublé par l'énoncé du jugement* ». « *Des décisions potentiellement porteuses de conséquences irréversibles ne sont pas susceptibles d'appel... Il n'y a qu'en France qu'on fait ça !* » a-t-il bafouillé en tant que « *simple citoyen* » sous les applaudissements de Le Pen. Conciliant, Darmanin a souhaité le délai « *le plus raisonnable possible* » pour le procès en appel sans oublier probablement de le faire savoir à la cour d'appel qui a décidé que l'affaire serait rejugée au plus vite en juin 2026.

En déclarant que « *la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple* », Mélenchon et la FI, eux aussi intégrés aux institutions, ont apporté leur petite contribution à la défense des politiciens contre les juges tout en appelant à manifester dimanche !

« Libérez Marine Le Pen ! », le mot d'ordre de Trump, Orbán et l'Internationale noire...

Tous les dirigeants populistes amis de Le Pen lui ont apporté leur soutien depuis le « *je suis Marine* » tweeté par Orbán à Meloni et Salvini, en passant par Bolsonaro. Vieux soutien de Marine Le Pen et assassin des opposants à son propre régime, Poutine par la voix de son représentant au Kremlin a dénoncé une « *violation des normes démocratiques* ». Musk, qui soutient et finance l'extrême-droite en Europe, un « *abus du système juridique* » : « *Quand la gauche radicale ne peut pas gagner le vote démocratiquement, elle se sert du système judiciaire pour emprisonner ses adversaires* ». « *Cela ressemble beaucoup à notre pays* » a résumé Trump, lui-même condamné et aux prises avec la justice pour de multiples affaires, et qui agresse ses propres juges qui ont fait annuler ses décrets présidentiels anticonstitutionnels. Il a appelé à la « *libération de Marine Le Pen, dénoncé une chasse aux sorcières* ».

Les forces fascisantes et d'extrême-droite sont partout à l'offensive dans le combat contre les obstacles à la domination prédatrice et destructrice du capital, à la surexploitation des travailleur·es et des peuples, dans sa fuite en avant économique et guerrière pour la réalisation des

profits. Elles surfent sur la faillite et l'effondrement des vieilles démocraties bourgeoises parlementaires dont les travailleurs se détournent, écœurés par les attaques anti-sociales brutales qu'elles ont menées pour le compte des classes dominantes, et qui ne peuvent plus masquer la violence de l'affrontement de classe.

Contre la trumpisation de la société et l'extrême droite, la démocratie ouvrière

La condamnation de Le Pen n'est en rien « *le séisme politique* » commenté par les médias, qui ne secoue que le monde politique en concurrence dans la course à la Présidentielle, mais son instrumentalisation par le RN donne l'avantage politique aux forces réactionnaires. Quelles que soient les suites, les recours que la démocratie bourgeoise offrira à Le Pen dans ses possibilités infinies à l'avantage des riches et des privilégiés, cette condamnation profite en réalité au RN. Dédiabolisé, normalisé, il rallie autour de sa trumpisation une partie de la classe politique. La soumission à l'ordre social dans le cadre des institutions et l'absence de programme et de perspectives de la gauche politique et syndicale intégrée au système lui laissent le terrain et le renforcent, renforcent ses idées. La contre-manifestation, ce dimanche, appelée par LFI et EELV ainsi que l'appel pour le 12 avril de SOS racisme, la Ligue des droits de l'homme et la CGT pour la défense de « *l'état de droit* » sont prisonnières l'une et l'autre du jeu institutionnel sont des impasses

« *C'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon que nous aurons satisfaction...* », ce n'est pas non plus dans les urnes ou devant les tribunaux. C'est sur un tout autre terrain, hors des institutions bourgeoises, en toute indépendances des appareils de la gauche syndicale et parlementaire, que le monde du travail a besoin de s'organiser pour combattre ce système corrompu qui produit les Le Pen, Bardella, Retailleau et autres Darmanin, c'est-à-dire combattre ceux qu'ils servent, l'oligarchie financière qui dirige la société, et conquérir le pouvoir, le droit de décider, la démocratie pour et par celles et ceux qui font tourner la société et sans lesquels rien ne marche.

Christine Héraud

La guerre douanière, les projets impériaux des Etats-Unis vassalisent la France et l'Europe

« *Notre pays a été pillé, saccagé, violé et dévasté par des nations proches et lointaines, des alliés comme des ennemis* »... Telle est la thèse simpliste et mensongère avec laquelle Trump a justifié, ce mardi 2 avril dit « *jour de la libération (liberation day)* » (des Etats-Unis), le mur de droits de douanes sans précédent érigé pour « *protéger* » l'économie américaine, préalable selon lui à la renaissance de la base industrielle du pays. Une ponction minimale de 10 % touchera l'ensemble des pays de la planète tandis que, pour la Chine, une hausse de 34 % s'ajoute aux 10 %

déjà imposés depuis janvier. Les importations venues de l'Union européenne seront taxées à 20 %, celles de Taïwan de 32 %, 24 % pour le Japon.

Cette offensive s'inscrit dans la continuité d'une politique protectionniste initiée par Obama contre la Chine dès la crise des années 2007-2008. Elle a été poursuivie depuis par ses successeurs en s'accroissant, face à la concurrence des autres puissances de la planète, Chine et autres pays émergents, mais aussi ses dits « *alliés* », Union européenne, Japon, Canada, Mexique...

Elles représentent cependant une étape dans le développement de la guerre commerciale et de l'économie de guerre. Avec le coup de force du « *liberation day* », les USA et les grands de la high tech franchissent un pas en déclarant la guerre y compris à leurs propres alliés, espérant ainsi protéger et renforcer leur hégémonie et avancer vers une « *indépendance* » économique qui leur est nécessaire pour cela et y compris, voire principalement, dans le cadre d'une stratégie militaire.

Tous les commentateurs ironisent avec inquiétude sur la folie, l'inculture et l'incompétence de Trump qui pourrait demain, espèrent-ils, changer de stratégie. Aveuglement, incompréhensions et illusions des journalistes, des idéologues d'un système qu'ils ne comprennent pas. Ainsi que l'écrit Romaric Godin, « *la guerre commerciale trumpiste n'est pas la cause de la crise du capitalisme, mais un de ses symptômes. Le désordre mondial est aussi le reflet de l'épuisement des sources de croissance* ». Oui, cette folie obéit à une rationalité, celle d'un système économique dans l'impasse et dans lequel la bourgeoisie américaine n'a pas d'autre choix, pour sauver ses intérêts, que de se donner les moyens d'une guerre contre la Chine dont la puissance technologique ne cesse de monter au point de dépasser les capacités d'innovation des USA. Dans ce contexte, faire renaître la puissance industrielle des Etats-Unis n'est pas un mot creux. Se préparer sérieusement à la guerre suppose disposer sur son propre territoire des moyens matériels de la soutenir en dépendant le moins possible des chaînes d'approvisionnement internationales. En négociant aussi les rapports de force pour sélectionner et soumettre ses alliés en les intégrant, les vassalisant dans le cadre d'une entente économique et militaire fondée sur la loi du plus fort. A défaut d'être en capacité de réguler, bon an mal an, l'économie et la concurrence mondiale comme ils le firent après la seconde guerre mondiale, les USA rassemblent leurs forces pour affronter par la guerre économique et militaire le reste du monde. C'est là la conséquence, son accélérateur aussi, de la faille du capitalisme financiarisé mondialisé qui démontre la nécessité impérieuse d'un nouvel ordre économique et social fondé sur la coopération et la planification. Ce que tous les commentateurs bourgeois ne veulent ou ne peuvent comprendre.

Trump répond aux besoins de Wall Street avec une brutalité qui ne peut, tout en accentuant le chaos international, qu'accentuer les faiblesses des USA, leurs contradictions internes. Réveiller la contestation sociale et politique aussi, comme le prouve la vague de manifestations qui ont eu lieu ce samedi dans plus de 1400 villes des Etats-Unis, plus d'un million de personnes criant « Bas les pattes ! » pour « *défendre les parcs nationaux et les petites entreprises, l'éducation publique et les soins de santé pour les anciens combattants, le droit à l'avortement et des élections équitables* ».

L'Union européenne comme ses pays membres, dont la France, elles, s'indignent et s'agitent pour tenter de faire face à cette offensive. Mais la vanité de leurs tentatives de ripostes économiques comme militaristes est patente.

La « riposte » des « alliés » européens, rodomontades et militarisme

La prétendue riposte européenne à la politique de Trump n'a pas attendu le « *liberation day* » pour prendre forme. Elle porte principalement sur deux aspects : économique, en réponse à l'offensive douanière des USA, et militariste, en réponse à leur changement de posture vis-à-vis de la guerre en Ukraine.

Les propos de la présidente de la Commission européenne, von der Leyen, donnent le ton. Elle déclare « *ne pas vouloir nécessairement prendre des mesures de représailles* », préférant une réponse unie au niveau de l'UE visant à parvenir à « *une solution négociée tout en n'excluant pas la possibilité de rétorsions le cas échéant* ». Le problème est que si Trump négocie, ce sera sur son propre terrain, dans un deal dont il sera le gagnant. Quant aux « *rétorsions* », leur impact sera nécessairement à la hauteur de la puissance relative des deux protagonistes, au détriment de l'UE dont la « *force de frappe* » est par ailleurs limitée par le jeu individuel de ses différents Etats membres.

Macron, lui, a réuni dès le lendemain du « *liberation day* » les « *représentants de filières impactées* » à qui il a demandé sans rire... de ne plus investir aux Etats-Unis ! Comme si cela pouvait amener Total, LVMH et autres Stellantis à fermer leurs implantations américaines !

Le ridicule des proclamations de Macron comme les propos de von der Leyen expriment la réalité des choses : l'Union européenne comme ses pays membres, y compris les plus puissants, n'ont aucun moyen de créer un rapport de force suffisant pour contraindre Trump à reculer. Ils sont au contraire condamnés à en subir les contre-coups.

L'autre terrain sur lequel la politique des USA contraint l'Union européenne « *à bouger* » est celui du militarisme. Chef de l'armée la plus puissante d'Europe, la seule avec la Grande Bretagne dotée de l'arme nucléaire, Macron se voudrait le héraut d'une escalade militariste qui, au niveau du pays comme à celui de l'Union européenne, prétend vouloir compenser le départ éventuel des troupes américaines de l'Otan, comme l'a menacé Trump, depuis contredit.

Les promoteurs d'un tel projet, chefs militaires comme chefs d'Etat, sont bien conscients que son coût est hors de portée des Etats, déjà fortement endettés. Cela ne les a pas empêchés de lancer une escalade délirante de « *réarmement* », demandant aux fabricants d'engins de mort de multiplier leurs capacités de production afin de répondre aux dites exigences de « *l'économie de guerre* ». Outre l'accumulation de montagnes d'armes qui ne demanderont qu'à servir tandis que les industriels de l'armement sont gavés d'argent public, il s'agit de militariser les esprits alors que les tensions sociales s'exacerbent sous le coup de la récession économique et de politiques d'austérité de plus en plus violentes. Il s'agit en réalité de masquer l'exacerbation d'une guerre de classe au secours des profits derrière le mensonge d'une nécessité « *supérieure* », les intérêts de « *la*

nation » étendue à l'Europe, prétendument abandonnée par Trump face aux menaces (fantasmées) d'invasion par Poutine.

Ni les proclamations dérisoires ni la fuite en avant dans une « économie de guerre » délirante ne peuvent sauver le capitalisme européen de l'offensive du capitalisme américain. Ainsi que l'écrit Martine Orange « *Pour reprendre l'expression du président de la République italienne, Sergio Mattarella, Donald Trump nous entraîne dans le temps de la « vassalisation heureuse ». Il attend que chaque pays définisse sa place dans l'empire états-unien, fasse allégeance, aligne les concessions économiques et politiques qu'il est prêt à consentir. En un mot, qu'il négocie le poids et le prix de ses chaînes à l'égard du suzerain états-unien.* » Une vassalisation en réalité bien sombre pour les travailleur.es et les peuples.

Le recul des capitalismes français et européens dans le jeu économique mondial

L'offensive des USA sur l'Union européenne se produit alors qu'elle subit fortement les effets de la stagnation économique mondiale. Sa croissance de 0,8 % en 2024 devrait encore reculer en 2025, voire s'effondrer de 1 à 2 % sous les coups des droits de douane américains.

Dans ce contexte général, le capitalisme français comme européen est loin d'être homogène. Les grandes multinationales, dont les banques, font une part importante de leurs profits à l'extérieur à travers le réseau de filiales et sous-traitants implantés à l'étranger et disposent d'une multitude de leviers pour maintenir des profits insolents. La plupart de ces groupes ont la force de faire face aux contraintes imposées par les USA, dont certains y sont déjà implantés. Tel Total dont le PDG, en visite dans une de ses implantations aux Etats-Unis, se félicitait de l'injonction de Trump à « *creuser, creuser, creuser* », développer sans frein l'extraction pétrolière. Ou encore LVMH dont le patron était présent à l'intronisation de Trump dont il est un « ami » ...

La situation est différente pour la grande majorité des entreprises « nationales » de toute taille et de tout secteur qui dépendent du marché mondial pour leurs approvisionnements et la vente de leur production. Leur soumission à ce marché mondial n'a cessé de croître au fur et à mesure que s'accroissait la désindustrialisation et la spécialisation des capitalismes nationaux. Elles sont aux premières loges aujourd'hui avec des conséquences dramatiques sur les personnes qu'elles emploient.

Dans son ouvrage « *Où va la France de Macron ? Dynamique du capital et luttes sociales* », David Muhlmann rappelle les grandes phases de la désindustrialisation de la France qui, comme l'ensemble des pays industrialisés, a accompagné à partir des années 1970 « *l'émergence d'un régime capitaliste mondialisé et dominé par la finance internationale* », processus auquel le capitalisme français s'est totalement intégré.

« *L'internationalisation du capital des groupes français leur permet de capter de la valeur qui est créée dans*

d'autres pays et constitue désormais un élément déterminant de leur rentabilité »... et leur a permis de compenser, du point de vue de leurs profits, les reculs qu'ont subi certains pans de l'économie, en particulier le secteur manufacturier industriel dans lequel près de 2,2 millions d'emplois ont été détruits entre 1980 et 2019, la part des salariés industriels dans l'emploi salarié global du pays passant de 30 % à 15 %.

Cette évolution est la conséquence de la recherche constante de coûts de production les plus bas possible et donc de main d'œuvre la moins chère possible, la course à la rentabilité et à la compétitivité.

Seuls quelques secteurs se sont maintenus et développés, avec le soutien de l'Etat : l'industrie aéronautique et l'armement, ainsi que l'automobile, actuellement en difficulté. Conséquence de cette tendance à la désindustrialisation, les importations de biens augmentent plus rapidement que les exportations, cause du déficit chronique du commerce extérieur (81 milliards d'euros en 2024).

Ce phénomène de désindustrialisation/financiarisation des économies s'est produit de façon parallèle bien que sous des formes différentes dans les divers pays européens. Confrontés à ces reculs, l'Union européenne et ses pays membres, dont la France, ont lancé à grand bruit une prétendue politique de « réindustrialisation ». Il s'agissait, nous disait-on, de retrouver la « souveraineté » dans certaines productions dites « stratégiques ». Le bluff se révèle aujourd'hui, alors que, entre autres cas, le producteur de batteries suédois Northvolt, « *grand espoir de l'UE* » dans la lutte contre les fabricants asiatiques, vient de se déclarer en faillite jetant 5 000 salariés à la rue.

Une crise politique et sociale chronique

Le processus de désindustrialisation des grandes puissances industrielles s'est accompagné de l'accentuation de la guerre menée par le capital contre les classes ouvrières pour l'accaparement de la plus-value, l'accentuation du taux d'exploitation. En plus des suppressions massives des emplois industriels, elle a entraîné une baisse importante de la part des salaires par rapport aux richesses produites. Selon l'OCDE, cette part serait passée de 80 % à 65 % du PIB entre 1976 et 2010 en moyenne dans les principales puissances industrielles.

Cette offensive contre les salaires s'est faite de façon directe, dans les entreprises sous la pression du chômage. Mais aussi par les « réformes » à répétition du pouvoir contre la sécurité sociale, les retraites, le droit du travail, les services publics... Une offensive continue, larvée, marquée par plusieurs offensives brutales, dont plusieurs sur les retraites telle celle de Macron en 2019, ou encore contre les droits du travail, telle la « loi travail » de Hollande-El Khomry en 2016, pour ne citer que les dernières.

Ces offensives ont donné lieu à de puissants mouvements sociaux qui, s'ils n'ont pas été victorieux, n'en ont pas moins, par la crainte qu'ils leur inspirent, contraint gouvernements et patronat à louver, remettre en permanence leurs projets de casse sociale en chantier, tandis

que les consciences du monde du travail évoluent, ainsi que les formes de résistance et de lutte. Le recul de la syndicalisation en est un signe, alors que la stratégie du dialogue social révèle toujours plus son impuissance, sa transformation en complicité passive au profit du patronat et du pouvoir. L'effondrement électoral du PS et du PC marque la rupture des classes populaires avec ces vieux partis, ex-réformistes, désormais explicitement convertis aux lois du marché et au service du capital.

Ce sont les signes que les cerveaux s'émancipent des illusions sur « l'Etat providence », apprennent à ne compter que sur eux-mêmes, sur leur propre organisation. Sur le terrain de la lutte des classes, cela se traduit par l'émergence de nouvelles formes d'organisation pour les luttes, celle mise en œuvre sur les rond points par les Gilets jaunes, les collectifs, les AG de lutte, etc.

Ces processus ont encore besoin de se renforcer, de se donner une cohérence politique, un programme. Mais tels qu'ils sont déjà, ils sont un puissant facteur de trouble pour le pouvoir, qui y répond par une fuite en avant vers des formes de plus en plus autoritaires, étayées par la démagogie populiste qui cherche à dévoyer la révolte des classes populaires vers le nationalisme, le racisme, la xénophobie, etc...

Pour des Etats Unis socialistes d'Europe

Ce mot d'ordre était porté par Trotsky au début de l'entre-deux guerres. Dans une série d'articles intitulés *Europe et Amérique*¹, il analysait les bouleversements qui s'étaient produits au cours de la première guerre mondiale, le recul des puissances impérialistes européennes face aux USA qui étaient, de fait, devenus la première puissance mondiale, les contradictions qui ne pouvaient manquer de s'exacerber de nouveau entre ces divers protagonistes. La paix en Europe ne pouvait reposer que sur la révolution dans ces vieilles puissances, dans la construction, en lien avec la jeune URSS, d'Etats-Unis socialistes d'Europe. L'histoire en a décidé autrement, les conditions n'étaient pas réu-

nies pour que cela puisse se produire. Mais les tendances, la « *révolution permanente* », le « *développement inégal et combiné* » n'en ont pas moins continué leur œuvre. Le capitalisme financiarisé mondialisé, toujours dominé par les USA, se précipite de nouveau dans sa faillite et conduit à une nouvelle période de chaos guerrier et de menaces de toute sorte, krach financiers, crise climatique...

La déroute en cours du capitalisme renforce les conditions objectives d'une révolution socialiste mondiale, en démontre la nécessité tout en accélérant brutalement la libération et la transformation des consciences. En quelques jours, des millions de travailleur-es, de jeunes ont mesuré l'absurdité et la dangerosité d'un système hors contrôle, les appétits féroces et aveugles des détenteurs du capital et de leurs serviteurs.

Les commentateurs et politiciens aux ordres déploient des trésors d'énergie pour duper les masses, faire croire que ce n'est pas le système qui est fou mais Trump. Mais Trump et Musk ne sont que les enfants monstrueux du système qu'il dirige en fonction de leurs seuls intérêts contre ceux de l'humanité menacée d'une catastrophe.

De nouveaux pas sont franchis dans l'idée que seule notre intervention, celle des travailleur-ses, de la jeunesse, peut mettre un coup d'arrêt à cette marche à la catastrophe. A travers ces évolutions, les idées et perspectives du programme socialiste, communiste, retrouvent leur force et leur jeunesse. Le spectre du communisme déclaré ennemi public par Trump hante à nouveau le monde. Ici et en Europe, la vassalisation des bourgeoisies et des Etats, leur impuissance à offrir un avenir quelconque autre que la misère et la guerre, la catastrophe écologique et la réaction trumpiste incarnée par Le Pen, donne toute sa crédibilité à l'alliance, la solidarité du monde du travail pour construire les Etats socialistes d'Europe.

Daniel Minvielle

1 <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/europeamerica/eur.htm>

Le soulèvement démocratique contre Erdogan ouvre de nouvelles perspectives en Turquie et au-delà

Depuis le 19 mars, l'arrestation pour corruption et terrorisme du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, et de 80 de ses proches, la Turquie connaît un soulèvement sans précédent depuis la révolte de la jeunesse en 2013 contre la destruction du parc Gezi, au centre d'Istanbul. Il ébranle la dictature d'Erdogan au pouvoir depuis 2003 et de son parti l'AKP, le Parti de la justice et du développement. En prison, Imamoğlu a été désigné candidat du Parti républicain du peuple, CHP, kémaliste et laïque, à l'élection présidentielle de 2028 à l'issue d'une « primaire » qui a rassemblé 15 millions de votes sur son nom.

Avec les étudiants à l'avant-garde, l'ensemble du pays s'est rassemblé sur les places pour protester contre le coup de force d'Erdogan. Après l'immense manifesta-

tion du 29 mars, le mouvement connaît une pause. Les étudiants appellent à une campagne de boycott soutenu par le CHP, la « grève » de la consommation des produits les plus taxés comme l'alcool ou l'essence pour protester contre la répression. La révolte semble bien vivace et loin de s'éteindre d'autant que le pouvoir, sans réponse aux difficultés qui l'assaillent, s'enferme dans la répression. Les aspirations à la démocratie, à la liberté, au bien-être qui se sont exprimées collectivement et massivement contre un régime corrompu et haï cherchent les moyens de se réaliser.

« A bas la dictature de l'AKP ! », un mouvement de contestation globale

La mobilisation a atteint un point fort dans tout le pays, principalement à Istanbul où elle a rassemblé plus de 2 millions de personnes 11 jours après « *le coup d'État politique* ». Autorisé au dernier moment par le gouverneur d'Istanbul mis en place par Erdogan, elle a rassemblé toute l'opposition non sans une certaine confusion, des petits groupes anarchistes aux mouvements ultranationalistes, sans que la police ose intervenir. Özgür Özel, le leader du CHP, a inscrit la mobilisation dans la bataille électorale, « *la marche vers le pouvoir* » pour « *écrire enfin l'histoire* » alors que nombreux étaient les jeunes qui exprimaient leur méfiance envers les élections, « *la libération est dans la rue, pas dans les urnes* », « *la résistance est dans la rue, pas dans les urnes* »...

Pris de panique, Erdogan a cru pouvoir conjurer la menace que représentait le candidat du CHP, il a réussi à jeter la jeunesse dans la rue, à mobiliser travailleurs et classes populaires à travers le pays tout en provoquant l'effondrement de la livre turque ainsi que de la Bourse.

Si le CHP était au centre des mobilisations, elles vont bien au-delà de ses objectifs électoraux.

Répression et manœuvres de l'autocrate aux abois

Après avoir essayé d'étouffer la mobilisation en décidant de prolonger de six jours les congés traditionnels de la fin du ramadan, la coalition au pouvoir qui réunit le parti présidentiel islamo-nationaliste, l'AKP, et ses alliés d'extrême droite, a réprimé les manifestants et déclenché une campagne de calomnie et de haine contre de « *féroces terroristes* », « *une armée d'athées ennemis de la nation* »... « *Ceux qui répandent la terreur dans les rues et ceux qui veulent transformer ce pays en un lieu de chaos n'ont pas de destination* », déclarait Erdogan le 25 mars.

Plus de 2000 personnes ont été interpellées et 263 incarcérées selon les chiffres du ministère de l'intérieur mais, selon les avocats, les chiffres réels sont bien supérieurs. Parmi les personnes arrêtées figurent des membres dirigeants du Parti du travail (EMEP), du Parti communiste de Turquie (TKP), du Parti de gauche, du Mouvement communiste de Turquie (TKH) et du Parti de la liberté sociale (TÖP).

La presse et les médias n'ont pas été épargnés, amendes, interdiction d'antenne, alors que les chaînes de télévision et les journaux proches du pouvoir contrôlent près de 90 % des médias turcs.

La faillite de la politique d'Erdogan, un moment d'une crise globale

C'est bien une vague d'un mécontentement général et profond qui s'est levée, un ras le bol et une révolte qui associent les aspirations de la jeunesse à la liberté aux questions sociales mais aussi à la politique étrangère de la Turquie et à la question kurde. La jeunesse et les classes populaires en ont assez d'un pouvoir religieux, ultranationaliste et répressif.

Ce dernier avait trouvé sa force, il y a plus de 20 ans, en intégrant l'économie turque dans le marché mondial au

moment où le capitalisme financiarisé s'emparait de la planète. Aujourd'hui la page se tourne.

Des changements profonds se sont opérés dans les rapports de classe. La prolétarianisation croissante, la montée en puissance de la classe ouvrière ont transformé le pays en une source de main-d'œuvre bon marché pour le capital national et international. Alors que 65 % pour cent de la population vivaient en ville en 2000, ce chiffre dépasse aujourd'hui 90 % pour cent. En 2022, la proportion de salariés dépassait 70 %, contre 48 % en 2000. Avec une population active de 35 millions de personnes et de grandes villes industrielles, la Turquie dispose d'une classe ouvrière très développée et de plus en plus active.

La financiarisation de l'économie s'est aussi traduite comme partout par un accroissement des inégalités. La Turquie, 17^{ème} économie mondiale, est en tête de l'Europe en termes d'inégalités de revenus et de richesses. L'inflation officielle, qui a atteint 80 %, reste extrêmement élevée depuis 2022. Le programme d'austérité draconien mené par le gouvernement a dévasté les salaires réels et le niveau de vie de la classe ouvrière.

Les chiffres officiels montrent un chômage en baisse (à 2,9 millions de personnes, 8,2 % de la population active), mais en réalité, d'après le syndicat Disk, environ 5 millions de personnes ont renoncé à chercher un emploi et le nombre de chômeurs réels, en augmentation, représente 11,2 millions de personnes.

Erdogan a perdu l'avantage que lui donnait la relative santé économique du pays, qui lui avait permis d'obtenir le consentement de la majeure partie de la population avant 2013 et la révolte de Gezi. Il subit, aujourd'hui, le retournement économique associé aux incertitudes et instabilités provoquées par la guerre d'Ukraine et du Moyen Orient, la situation en Syrie.

Les tensions internationales et la guerre pourraient déstabiliser la position diplomatique d'Erdogan

Erdogan a pu jusqu'alors bénéficier de la position de la Turquie comme puissance régionale entre la Russie, l'UE avec laquelle la Turquie n'a pas renoncé à une hypothétique adhésion et les Etats-Unis, un facteur important de sa longévité. La chute du régime de Bashar el Assad en Syrie l'a renforcé de par le rôle qu'il y a joué.

A la fois membre de l'Otan, dont son armée est la deuxième, et proche de Moscou, Erdogan a jusqu'alors réussi à gérer son rôle d'allié multi-cartes, une stratégie à court terme opportuniste. Le dictateur reste pour les grandes puissances un atout dans la région vis-à-vis du Moyen-Orient, de la Syrie et de l'Iran du moins à condition que son jeu d'équilibriste ne soit pas rompu en faveur d'une alliance unilatérale avec les USA. Les rapports avec Israël qui vient, dans la nuit du 2 au 3 avril, de procéder à des frappes aériennes sur le territoire syrien en avertissement à la Turquie, pourraient lui créer des difficultés. Faut-il aussi qu'Erdogan soit en mesure de garantir la stabilité à la fois sur le plan intérieur et au sujet de la question kurde.

Le Dem, le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, pro-kurde, troisième parti du pays, anciennement Parti démocratique du peuple (HDP), qui avait été réprimé lors des élections municipales de 2024 perdues par Erdogan, a annoncé qu'il s'opposait au « *putsch civil* » contre Imamoğlu et les autres élus. Il a appelé et participé aux manifestations alors que, en 2013, il était resté en dehors du mouvement aidant, de fait, Erdogan. Cette évolution pourrait être déterminante pour la suite d'autant que l'issue des négociations engagées par le pouvoir avec Öcalan, leader historique du PKK, qui ont abouti à l'appel de ce dernier à arrêter les combats, rendre les armes et à le dissoudre, sont pour le moins incertaines et laissent peu de portes ouvertes.

L'évolution de la situation internationale sous la pression de la guerre économique et militaire menée par les USA, ainsi que l'évolution de la situation intérieure et régionale, rendent plus difficile le jeu d'équilibriste d'Erdogan et pourraient l'affaiblir et contribuer à renforcer la mobilisation des jeunes, des travailleurs et des classes populaires.

Malgré la répression, la mobilisation et l'affaiblissement d'Erdogan libèrent les aspirations démocratiques et progressistes, les possibilités révolutionnaires

Le pouvoir autocratique menacé par l'échec de sa propre politique et la déroute du capitalisme mondialisé s'enferme dans une politique répressive pour sauver les capitalistes turcs et son propre pouvoir, un assaut contre les droits démocratiques et un renforcement de l'exploitation et de la misère sociale.

Le soulèvement de la jeunesse, des travailleurs et des classes populaires turques s'inscrit dans les bouleversements en cours à travers le monde et en particulier au sein des puissances capitalistes occidentales. Les exigences qui mobilisent les larges masses, la défense des droits démocratiques, la liberté, la colère face à la corruption et aux inégalités sociales criantes, l'opposition aux guerres sans fin ont une portée internationale, en particulier au cœur des puissances capitalistes européennes de par la solidarité entre travailleurs de Turquie et travailleurs de l'UE, au premier rang en Allemagne et en France.

Elles ne peuvent se réaliser sous la domination de la bourgeoisie, même si celle-ci pourrait se détourner d'Erdogan, ni dans le cadre des frontières nationales.

Leur accomplissement est entre les mains du prolétariat, de la jeunesse ouvrière turque unis dans la lutte pour la liberté et la solidarité internationaliste.

Yvan Lemaitre